

GUERRE EN UKRAÏNE

Entre la Russie et le Bélarus, l'alliance indéfectible

Moscou a fait depuis plusieurs années de Minsk une zone tampon avec l'Ouest et l'Otan, ainsi qu'un allié fidèle. Mardi, les présidents Poutine et Loukachenko ont échangé sur l'« opération militaire » en Ukraine et réaffirmé que les trois pays constituaient « un même peuple ».

Plus que n'importe quel autre dirigeant, Vladimir Poutine apprécie les dates symboles de sa « Grande Russie ». L'invasion de l'Ukraine a été déclenchée au lendemain de « la journée du défenseur de la patrie ». Il se dit qu'il voudrait régler le sort du Donbass et de l'est de l'Ukraine pour le 9 mai, jour de « la fête de la victoire de la Grande guerre patriotique ».

Mardi, pour la journée consacrée aux cosmonautes de son pays, le président russe a invité son homologue bélarusse, Alexander Loukachenko, dans une base spatiale du lointain sud-est de la Russie. Comme si ce pays voisin avait été associé à la « mise en orbite » de l'« opération spéciale » -et non pas guerre selon les termes du Kremlin- déclenchée le 24 février dernier en Ukraine, et qu'un nouveau cap se dessinait.

Durcissement du régime depuis 2020

« Il y a un alignement idéologique qui s'est renforcé depuis 2020 », diagnostique la politologue Alexandra Goujon, spécialiste du Bélarus et de l'Ukraine*, « Loukachenko est un allié géopolitique de Poutine, ils ont la même lecture du monde, sont opposés à l'hégémonie occidentale, et pensent que la



Mardi, à l'occasion de la journée dédiée aux cosmonautes, rencontre à Tsiolkovsky (Est de la Russie) entre les présidents Poutine et Loukachenko (à gauche). Photo Evgeny BIYATOV/AP/Sipa

fin de l'URSS a été une catastrophe ».

Effectivement, les deux présidents suivent une ligne identique. « J'ai toujours dit que nous étions un même peuple : Ukraine, Bélarus, Russie » a encore déclaré mardi Vladimir Poutine. Le dirigeant bélarusse a régulièrement entonné le même refrain. Une fraternité affichée, surtout dans un moment où Moscou se retrouve davantage isolé sur la scène internationale. Pourtant, derrière les gestes, les relations entre les deux hommes et leurs pays seraient plus complexes, selon Alexandra Goujon, maîtresse de conférences à l'université de Bourgogne Franche Comté : « Loukachenko a essayé de résister à une forme de vassalisation, de mainmise, de domination de Moscou, mais depuis la tentative de révolution de 2020 au Bélarus, et de nouvelles sanctions européennes, son régime

autoritaire s'est encore durci et il s'est rapproché de la Russie pour assurer sa survie ».

À l'intérieur du pays, une résistance tente de s'organiser face à la féroce répression. Malgré la très forte présence de soldats russes sur leur sol, utilisé comme base d'appui et même comme rampe de lancement pour envahir l'Ukraine après des manœuvres d'ampleur, une récente étude de Chatham House montre que 3 % seulement des Bélarusses seraient favorables à cette guerre contre le pays voisin. Tout séparait d'ailleurs le Bélarus et l'Ukraine ces dernières années : un régime autoritaire depuis 1994 à Minsk avec un scrutin truqué, un démocratique avec des élections libres à Kiev.

« Une fraternité inégale »

La question est de savoir aujourd'hui si l'armée bélarusse appuiera les forces armées de Moscou. Plus

le conflit s'éternise, plus cette probabilité existe, même si la plupart des experts émettent des doutes sur la puissance et les capacités des soldats bélarusses. Est-ce que l'échange de mardi entre les deux présidents, sur la cosmobase de Vostochny (Russie), peut accélérer ce rapprochement stratégique ? Moscou compte sans doute dessus pour encercler efficacement l'Ukraine et renforcer ses moyens. Quoi qu'il fasse, Alexander Loukachenko est dans une forme de « soumission », pense Alexandre Goujon, « Poutine s'inscrit encore dans une logique impériale, où il y a les Grands Russes, les Petits Russes (les Ukrainiens) et enfin les Bélarusses. C'est une fraternité totalement inégale ».

Xavier FRERE

* « L'Ukraine, de l'indépendance à la guerre » (éd. Le Cavalier bleu)

REPÈRES

■ Est de l'Ukraine : 400 civils enterrés à Severodonetsk depuis le début de la guerre

Environ 400 civils ont été enterrés depuis le début de la guerre en Ukraine à Severodonetsk, ville de l'est du pays où l'armée russe est actuellement à l'offensive, a annoncé mardi Serguï Gaïdaï, le gouverneur de la région. Il a ajouté que la situation était aussi très compliquée dans deux autres villes, Popasna et Roubijn.

■ Zelensky dénonce « des centaines de viols »

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a dénoncé mardi « des centaines de cas de viol » constatés dans les zones précédemment occupées par l'armée russe, « y compris des mineures et de tout petits enfants ».

■ Nokia se retire de Russie

Le fabricant d'équipements de télécommunications Nokia se retire du marché russe, a déclaré son PDG, faisant ainsi un pas de plus que son rival Ericsson, qui a annoncé, lundi, qu'il suspendait indéfiniment ses activités dans le pays.

QUESTIONS À

Anna Colin-Lebedev Maîtresse de conférences en science politique et spécialiste de la Russie post-soviétique

« Le Kremlin n'a pas changé d'objectif »

Les accusations de crimes de guerre et de nombreuses violences se multiplient à l'encontre de l'armée russe, au fil de son retrait de l'ouest de l'Ukraine. Cela vous surprend-il ?

Il y a une violence récurrente dans l'armée russe, mais je ne pense pas qu'il y a une véritable stratégie d'embrigadement des soldats : ce qu'on a vu, par exemple, ce sont des gamins qui pensaient participer à des manœuvres ou mener une opération de police ou des exercices, et se sont retrouvés à combattre sur le sol ukrainien. Je ne crois pas qu'on ait affaire à des tueurs sanguinaires chauffés à blanc par le commandement. En revanche, dans l'armée russe de manière générale, le niveau de compétence légale est assez bas. [...] Au final, l'armée est une institution qui viole la loi en permanence déjà en temps de paix. Je soupçonne qu'en temps de guerre la situation ne doit pas être meilleure.

Six nouveaux corps ont été découverts, tués par balle, près de Kiev, après le départ des troupes russes. On en recense déjà plus de 1 200. À nouveau, Vladimir Poutine dénonce un « fake » [un mensonge, ndlr]. Qu'en pensez-vous ?

Oui, c'est une habitude : le fait d'attribuer à l'Ukraine tout ce qui est le fait de l'armée russe est fréquent, comme depuis le début de la guerre, en 2014. La désinformation fait partie de la stratégie d'information de Moscou. Ce qu'on n'a jamais vu, c'est une situation où l'armée russe dirait « on ne sait pas ce qui s'est passé, on

va enquêter. » L'opinion publique occidentale, dans sa majorité, ne croit pas ces mensonges, mais ils continuent à peser quand même dans le débat. En revanche, une grande partie de la population russe est perméable à ces messages officiels.

Vous rappelez aussi que la guerre n'a pas commencé en février...

Non. Pour la totalité de la population ukrainienne, pas seulement la Crimée ou le Donbass, la guerre dure depuis huit ans. C'est une réalité. Il y a des milliers de soldats ukrainiens qui ont été tués, il y a une zone de front depuis 2014. Cette guerre a plutôt unifié le pays, déjà majoritairement anti-russes. Ce qui a changé en février, c'est la totalité de la population qui a basculé pour défendre l'Ukraine, même l'Est.

Aujourd'hui, Moscou dit vouloir se recentrer sur le Donbass. Est-ce une manière de faire passer l'annexion de ces territoires presque comme une « bonne nouvelle », avec un retrait du reste du pays ?

Il faut voir qu'il y a un énorme décalage entre le discours militaire, qui évoque ce « recentrage », et le discours politique : le Kremlin n'a pas changé d'objectif, large et universel, d'extermination de l'État ukrainien, de confrontation avec l'Occident. Ce décalage entre les deux discours montre que l'un des deux ne dit pas ce qui va réellement se passer...

Propos recueillis par Joël CARASSIO

EN BREF

ASIE

Le Sri Lanka se déclare en défaut de paiement

Le Sri Lanka s'est déclaré en défaut de paiement mardi sur sa dette extérieure de 51 milliards de dollars, alors que son président est confronté à une vive contestation populaire face à la pire crise économique de l'histoire de l'île. « Nous ne sommes plus capables de rembourser la dette extérieure », a déclaré à la presse le gouverneur de la Banque centrale, Nandalal Weerasinghe. « Ceci est un défaut préventif et négocié. Nous l'avons annoncé aux créanciers », a-t-il ajouté. La crise, due à la pandémie de Covid-19 qui a privé le pays de sa manne touristique, a été aggravée par une série de mauvaises décisions politiques, selon les économistes.

PROCHE-ORIENT

Violences en Israël et en Cisjordanie

De nouveaux incidents violents ont éclaté mardi dans le nord de la Cisjordanie occupée, et en Israël. Des affrontements entre des habitants et les forces israéliennes y ont de nouveau eu lieu tôt mardi dans le secteur de la ville palestinienne de Jénine. D'après l'agence officielle palestinienne Wafa, les soldats israéliens ont tiré à balles réelles et fait usage de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogène.

En Israël, un Palestinien ayant poignardé un policier a été abattu. « Lors d'une opération à Ashkelon, un policier a identifié un homme suspect et a commencé à mener un contrôle d'identité. Mais l'homme a sorti un couteau et attaqué le policier qui a répliqué rapidement en ouvrant le feu sur lui », a indiqué la police israélienne.

PORTUGAL

Agressions sexuelles dans l'Église : 290 témoignages en 3 mois

Trois mois après son lancement, la commission indépendante chargée d'enquêter sur les agressions sexuelles dans l'Église portugaise a déjà recueilli 290 témoignages de victimes présumées, dont 16 ont été communiqués à la justice.

Les témoignages réunis jusqu'à présent concernent des personnes nées entre 1934 et 2009, majoritairement de sexe masculin, originaires de toutes les régions du pays et de différentes catégories sociales. « Ce n'est que la pointe de l'iceberg », a affirmé la sociologue Ana Nunes de Almeida, membre de cette commission, ajoutant qu'il avait été difficile pour l'instant de toucher certaines catégories de la population.

ÉTATS-UNIS

Fusillade dans le métro de New York

Au moins 16 personnes ont été blessées mardi lorsque des tirs ont retenti à l'heure de pointe dans le métro de New York, provoquant des scènes de chaos, la police recherchant un suspect. Des engins explosifs ont été retrouvés sur place. Des photos et vidéos amateurs montraient des flaquets de sang et des personnes gisant sur le plancher d'une rame de métro, ainsi que sur le quai de la station « 36 th Street », dans l'arrondissement de Brooklyn. Le président Joe Biden, qui avait annoncé lundi de nouvelles mesures contre les armes à feu, a été informé de la fusillade et la Maison Blanche a proposé son aide aux autorités de New York.